



DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

**Direction interrégionale des services pénitentiaires Auvergne-Rhône-Alpes
Département des affaires immobilières**

**Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu
Couverture des cours de promenade par des filets antiprojections**

Programme V1



1. INTRODUCTION

La Direction interrégionale des services pénitentiaires Auvergne-Rhône-Alpes située à Lyon lance une opération sur l'Etablissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) de Meyzieu.

Cette opération a pour but la sécurisation des cours de promenades par la pose de filets antiprojections et de structures anti-franchissement.

2. CONTEXTE

L'Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu, mis en service en 2007 est composé de 7 unités d'hébergement disposant chacune de leur cour de promenade.

Cet établissement subit de nombreuses projections (envoi de colis depuis l'extérieur de l'enceinte à destination des personnes détenues) qui sont d'autant plus problématiques que le public hébergé est mineur. Aucun dispositif de détection n'est disponible à ce jour, et l'établissement ne dispose pas de miradors pour la surveillance périmétrique, ce qui le rend très vulnérables à ces projections.

Depuis plusieurs mois, les personnes détenues escaladent régulièrement les clôtures des cours.

3. PRÉSENTATION DU SITE / ÉTAT DES LIEUX

L'Etablissement pénitentiaire pour mineurs de situe rue du Rambion à Meyzieu.

L'établissement est organisé en sept « courées », petites unités de détention se déployant chacune autour d'une cour de promenade. L'établissement est complété par l'ensemble des services nécessaires à son bon fonctionnement – administration, services des agents, zones techniques, ateliers et formation – avec un terrain de sport central.

A l'extérieur de l'établissement se trouvent les stationnements, le mess et l'abri pour les familles.

A proximité de l'Etablissement pénitentiaire pour mineurs se trouvent d'autres bâtiments relevant de l'administration pénitentiaire. Ils sont toutefois indépendants de l'EPM.

4. OBJET DE L'OPÉRATION

Pour lutter contre ce phénomène, le DISP envisage de créer des structures antiprojections et anti-franchissement.

Une première étude de faisabilité avait été réalisée en 2017 pour ce projet mais l'opération n'avait pas été retenue à cette époque, en raison de la priorisation d'autres améliorations de la détention.

Le maître d'ouvrage souhaite traiter cette opération en milieu occupé de la manière la plus rapide possible en tenant compte des contraintes liées à la détention.

5. ETENDUE DE L'OPÉRATION

5.1 Nature des travaux

Les travaux consistent en :

- La réalisation des structures antiprojections y compris les dispositifs antiescalade/anti-franchissement.
- La création des accès pour la maintenance de ces structures.
- L'adaptation éventuelle des équipements de sûreté.

5.2 Montage et phasage

La Maîtrise d'œuvre sera mise en place en lui confiant une mission de base au sens du Code de la commande publique, à laquelle s'adjoignent les missions DIA et OPC.

La mission de Maîtrise d'œuvre comprendra des objectifs de termes de Développement durable et d'Insertion professionnelle.

L'étude devra prendre en compte le budget dédié à l'opération. Pour cela, elle devra prendre en compte que les marchés de travaux seront des marchés à tranches, comprenant :

- Une tranche ferme pour les trois cours « prioritaires » (a priori : 3, 4 et 5).
- Une tranche optionnelle pour les quatre autres cours.

La mission de Maîtrise d'œuvre tiendra compte de ce découpage opérationnel. Elle comprendra donc une tranche optionnelle correspondant au suivi des travaux des quatre autres cours.

Il est précisé qu'aucune mutualisation de travaux n'est possible, il faudra nécessairement progresser cour après cour. Chaque cour fera l'objet d'une réception partielle.

L'attention de la Maîtrise d'œuvre est portée sur la spécificité de la cour 7 qui, contrairement aux six autres cours, pourrait nécessiter la réalisation de poteaux pour porter la structure.

5.3 Calendrier prévisionnel

L'étude devra être réalisée de telle manière que les marchés de travaux soient lancés en consultation avant fin 2025, pour une attribution le plus tôt possible en 2026.

Les travaux sur les cours prioritaires devront être achevés au cours de l'été 2026.

Les travaux sur les cours optionnelles se dérouleront en 2027, à condition notamment d'avoir obtenu les crédits budgétaires correspondant pour l'exercice 2027.

5.3 Budget

La part du budget de l'opération allouée aux travaux est estimée à 2,0 M€ HT, valeur mars 2025. Elle se décompose a priori à raison de :

- 900 k€HT pour la tranche ferme.
- 1,1 M€HT pour la tranche optionnelle.

6. TENEUR DES TRAVAUX ET CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 Contraintes des travaux

Le maître d'ouvrage insiste sur le fait que l'opération sera menée en milieu occupé, ce qui impliquera certaines contraintes.

La Maîtrise d'œuvre devra se référer au Cadre de sûreté, qu'elle complètera avec l'appui et l'accord de l'Etablissement.

6.2 Exigences techniques

De manière générale, il est précisé que le contexte pénitentiaire impose des solutions – tant en termes de bâti que d'équipement – robustes et de maintenance facile. La nouvelle installation devra notamment :

- Eviter le passage d'une balle de tennis, voire d'un œuf « Kinder ».
- Positionner le dispositif de manière à contribuer à la lutte contre les livraisons par drones.
- Résister aux actions des personnes détenues (découpe, incendie, suspension, arrachement...) voire aux actions extérieures (hélicoptère), aux tentatives de destruction ou d'affaiblissement (notamment usage de produits corrosifs) et aux intempéries.
- Être compatible avec les bâtiments existants (notamment la façade bardée, évoquée dans l'étude de faisabilité, réalisée en 2017).
- Offrir une solution compatible avec l'usage d'une cour de promenade (c'est-à-dire ne pas occulter la lumière).
- Permettre de résoudre en même temps le phénomène de franchissement (qui n'était pas observé lors de la faisabilité de 2017 et n'en faisant donc pas partie).
- Répondre aux problématiques pénitentiaires (usage de yoyos).
- Permettre l'entretien (collecte des projections, nettoyage des dégradations des personnes détenues et la maintenance (remplacement de sections détériorées le cas échéant) du système ainsi que du reste des bâtiments, tout en préservant la sécurité des personnels de maintenance pendant les opérations de récupération et de nettoyage (des points d'ancrage existent en toiture).

Le Maître d'œuvre s'assurera au fil de ses études que l'ensemble des aspects suivants sont pris en compte dans sa conception et dans le dossier de consultation qui sera adressé aux entreprises de travaux :

- Réalisation en site pénitentiaire occupé.
- Organisation de la base-vie, des stockages, des circulations de véhicules.
- Gestion des accès des personnels, des véhicules et des matériels.
- Horaires de travail.
- Isolement de la zone de chantier par rapport à la population pénale.
- Connaissance de l'existant et interface avec la nouvelle installation.
- Raccordements du chantier en fluides et énergie.

Le Maître d'œuvre s'assurera en outre que son projet ne vient pas de créer de contrainte sur les systèmes de sûreté existants (vidéosurveillance, courants faibles, etc.). Dans le cas contraire, son office s'étendrait aux mesures correctives et complémentaires rendues nécessaires par le projet (déplacement ou ajout de caméras, etc.).

6.3 Etude de faisabilité

L'étude de faisabilité constitue une annexe informative du programme. Elle ne couvre pas la totalité de l'étendue des besoins actuels.

S'agissant d'un document confidentiel, il n'est transmis au Titulaire qu'après engagement de confidentialité.